


Faut-il ouvrir un Musée mémorial du terrorisme ?

 [lefigaro.fr/culture/patrimoine/faut-il-ouvrir-un-musee-memorial-du-terrorisme-20250620](https://www.lefigaro.fr/culture/patrimoine/faut-il-ouvrir-un-musee-memorial-du-terrorisme-20250620)

20 juin 2025

Passer la publicité

Réservé aux abonnés

Par Claire Bommelaer

Il y a 3 jours

Sujets

- Suresnes
- terrorisme
- Musée

- 
- **f**
- 
- **in**

Écouter cet article

00:00/05:42



L'ancienne école de plein air, située dans un parc, est composée d'un grand bâtiment principal et de plusieurs pavillons, datant de 1935. Rachid Azizi

Si les porteurs du projet et les associations de victimes se battent pour le faire aboutir, la promesse présidentielle suscite des interrogations, notamment sur son coût.

La France, qui a une longue et tragique histoire d'attentats sur son territoire, aurait déjà dû donner un premier coup de pioche pour un grand musée mémorial, en vue d'une ouverture en 2027. Pourtant, dans l'ancienne école désaffectée de Suresnes qui devait l'accueillir, le silence règne aujourd'hui.

À découvrir

TV ce soir : retrouver notre sélection du jour

« Emmanuel Macron s'y est engagé et les victimes ou familles le réclament. Mais le projet est comme le scotch de Tintin : les ministères concernés, la Justice, la Culture, l'Intérieur et la Défense, se le repassent, sans savoir comment sortir par le haut », assure un proche du dossier. Trop cher (95 millions d'euros), dénué de vraies collections si ce n'est les scellés de Justice des attentats passés ou des dons de familles, portant un sujet pressenti comme trop sombre pour attirer des visiteurs, doté d'une appellation presque ambiguë... le futur MMT, porté par la magistrate Élisabeth Pelsez et l'historien Henry Roussio, est à la peine.

À lire aussi Henry Roussio : «Nous allons continuer à nous battre pour le projet de Musée-Mémorial du Terrorisme»

L'ancien premier ministre Michel Barnier faillit y mettre un terme, fin 2024, avant qu'Emmanuel Macron réclame que l'on trouve une solution acceptable par tous, début 2025. *« Il faut que cela se fasse, même autrement et sur d'autres bases », a demandé le président de la République à Rachida Dati et à Gérald Darmanin. Devant Emmanuel Macron, la première a indiqué que la Culture n'avait pas les moyens de soutenir les travaux (les bâtiments étant classés) et de participer ensuite aux frais de fonctionnement du musée mémorial. Et que penser, a-t-elle ajouté, de l'idée d'exposer une table du bar La Belle Équipe impactée par une balle en novembre 2015, ou une poubelle ayant contenu des explosifs utilisés lors de l'attentat au magasin Tati, en 1985 ? « Cela va se transformer en musée de l'horreur », a-t-elle glissé. À ses côtés, le garde des Sceaux, plus conciliant, aurait laissé la porte ouverte.*

Aucun ministère ne veut payer, car personne ne sent comment porter un musée qui traite du terrorisme

Un participant

Réduire la facture de moitié

Résultat, leurs équipes cherchent depuis des mois une issue, sans parvenir visiblement à la trouver. Selon nos informations, une réunion interministérielle, organisée le 21 mai, a abouti à... une absence de conclusions. *« Aucun ministère ne veut payer, car personne*

ne sent comment porter un musée qui traite du terrorisme », résume un participant, de manière un peu abrupte. Lors de cette réunion, plusieurs schémas de travaux, permettant d'envisager une réduction de la facture d'un tiers ou de moitié, ont été mis à l'étude.

L'ancienne école de plein air, située dans un parc, est composée d'un grand bâtiment principal et de plusieurs pavillons, datant de 1935. Au départ, l'architecte en chef des monuments historiques, Pierre-Antoine Gatier, avait estimé le coût total des restaurations et de la scénographie à 95 millions d'euros. Impossible de faire voter cela en ces temps de disette budgétaire ! Pourquoi, a suggéré Matignon, ne pas différer dans le temps les travaux dans les pavillons, ou ne restaurer qu'une partie du bâtiment central, ou au contraire, se centrer uniquement sur les pavillons ? Au passage, les services du premier ministre ont réclamé une recherche de mécénat, ce qui ressemble à un vœu pieux pour un sujet pareil.



L'ancienne école de plein air, située dans un parc, est composée d'un grand bâtiment principal et de plusieurs pavillons, datant de 1935. Rachid Azizi

Autour de la table, la question de savoir si Suresnes était un endroit pertinent est restée en filigrane. Pourtant, même sur ce sujet le consensus manque. Si le maire de la ville, Guillaume Boudy, est en faveur d'un musée susceptible de réhabiliter deux hectares et demi en friches dans sa ville, les gardiens de la mémoire du Mont-Valérien voisin ne l'entendent pas de cette oreille.

Six institutions, la Fondation pour la mémoire de la Shoah, celle pour la mémoire de la déportation, celle de la Résistance, celle de la France libre, la Fondation Charles de Gaulle et le Souvenir français ont écrit une lettre commune au président de la République pour s'inquiéter de la proximité du futur MMT avec le Mémorial de la France et la clairière des Fusillés. En parlant des frères Kouachi ou du Hezbollah, d'un côté du Mont, et de Guy Moquet ou de Manouchian, de l'autre, il aurait de quoi brouiller le message sur la notion de victimes et de terroristes, estiment ces fondations.

Oslo et l'Espagne ont leur musée. La France ne peut rester en deçà de la main sur ce thème hélas d'actualité

Élisabeth Pelsez, magistrate

Des associations déterminées

Dans ce contexte complexe, les ministères ont promis d'avancer. Attendant le « bleu » (le compte rendu officiel) de la réunion « non conclusive », Élisabeth Pelsez se dit plus inébranlable que jamais. « *Même si je comprends les contraintes budgétaires, c'est mon tempérament d'être optimiste, et je pense qu'on débouchera sur quelque chose* », commente-t-elle. Derrière elle, une dizaine d'associations de victimes, déterminées à trouver, enfin, un lieu de mémoire fort et structurant. Devant elle, l'exemple d'autres pays. « *New York a son mémorial érigé sur Ground zero, Oslo et l'Espagne ont leur musée. La France ne peut rester en deçà de la main sur ce thème hélas d'actualité* », assène Élisabeth Pelsez.

L'association de préfiguration qu'elle dirige avait d'ailleurs convié d'autres mémoriaux étrangers, à Paris, en mai 2024. Devant eux, Pelsez et Roussio avaient présenté le projet scientifique du MMT, dont le propos démarrerait en 1974, ce qui écarterait la guerre d'Algérie, et qui serait plus un centre d'interprétation et de transmission qu'un simple musée. Le principe est non seulement de répondre à l'attente des associations mais d'aborder une histoire tragique en marche, avaient-ils insisté.

À lire aussi [Terrorisme : le projet de musée-mémorial menacé d'abandon](#)

Voulant maintenir la pression, et mettre toutes ses chances de son côté, l'association vient d'annoncer un autre colloque international, à Paris en septembre prochain. Il portera, cette fois, sur les traces, les témoignages et les récits sur le terrorisme.

[Passer la publicité](#)

La rédaction vous conseille

- [Macron veut le maintien du projet de Mémorial du terrorisme, menacé d'abandon](#)
- [Terrorisme: un musée-mémorial pour se souvenir et apprendre](#)
- [Le musée-mémorial du terrorisme prend forme](#)

Faut-il ouvrir un Musée mémorial du terrorisme ?

[Passer la publicité](#)

À lire aussi



Une commission créée par le Conseil des droits de l'homme onusien, chargée d'enquêter dans le territoire palestinien, fait état d'attaques délibérées contre des monuments historiques.



Après s'être imposée sur la scène internationale, la peintre française de 43 ans a été sélectionnée par l'Élysée et l'archevêché de Paris mercredi pour créer six grandes baies dans les chapelles sud de la cathédrale Notre-Dame de Paris.



L'artiste de 43 ans, qui compte parmi les Françaises les plus en vue de sa génération, présentait cet après-midi son projet figuratif pour six grandes baies des chapelles sud de la cathédrale.